

DECISION DU PRESIDENT N° D2026-233

Objet : Conclusion de l'acte modificatif n°2 du marché relatif aux travaux d'aménagement des espaces publics de la première phase du projet Héritage – Lot n°2 : plantations

Le Président de la Métropole du Grand Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5219-1,

Vu le code de la commande publique et notamment les articles L. 2124-1, L.2124-2, R. 2124-1, R. 2161-2 à R. 2161-5, R.2194-8,

Vu le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,

Vu l'élection du Président de la Métropole du Grand Paris du 9 juillet 2020,

Vu la délibération CM2025/15/10/20 du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2025 portant délégation d'attributions du Conseil de la Métropole du Grand Paris au Président pour prendre des décisions dans les domaines limitativement énumérés parmi lesquels « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres de fournitures et de services, et de travaux ainsi que toute décision concernant leur actes modificatifs, lorsque les crédits sont inscrits au budget »,

Vu l'arrêté du Président n°AP2026/121 du 30 avril 2026 portant délégation de signature à Madame Nathalie VAN SCHOOR, directrice générale des services par intérim de la Métropole du Grand Paris,

Vu la décision n°D2024-309 du 16 décembre 2024 portant conclusion de l'accord-cadre relatif aux travaux d'aménagement de la ZAC Plaine Saulnier nécessaires à la livraison de la première phase du projet Héritage de la ZAC Saulnier – lot 2 : plantations,

Vu le marché n°20246010000002 notifié le 16 décembre 2024 à la société Groupe Loiseleur, concernant travaux d'aménagement de la ZAC Plaine Saulnier nécessaires à la livraison de la première phase du projet Héritage de la ZAC Saulnier – lot 2 : plantations, conclu à prix unitaires par émission de bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum de 600 000 € HT, et ce pour une durée ferme de 30 mois à compter de sa date de notification,

Vu l'acte modificatif n°1 du marché n°20246010000002 relatif aux travaux d'aménagement des espaces publics de la première phase du projet Héritage – lot n°2 : plantations, notifié le 11 mars 2026 au titulaire, portant augmentation du montant maximum unitaire de l'accord-cadre de 30 000 € HT, portant celui-ci à 630 000 € HT.

Considérant que les demandes complémentaires de la maîtrise d'ouvrage, notamment l'élargissement du périmètre d'entretien de la ZAC Saulnier et de ses besoins d'entretien sur de l'année 2027, nécessitent d'établir un acte modificatif n°2 de ce marché,

Considérant que l'acte modificatif n°2 conduit une augmentation de la durée initiale du marché de 6 mois supplémentaires, faisant porter la durée du marché de 30 mois à 36 mois à compter de sa date de notification, ainsi que la création de nouveaux prix au bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre et n'entraînant aucune incidence financière directe sur les montants de l'accord-cadre,

DECIDE

Article 1^{er} : La conclusion de l'acte modificatif n°2 du marché n°20246010000002 relatif aux travaux d'aménagement des espaces publics de la première phase du projet Héritage – lot n°2 : plantations, avec la société GROUPE LOISELEUR, sise 44 rue Aristide Briand 60870 VILLERS-SAINT-PAUL, portant augmentation de la durée globale du marché de 6 mois supplémentaires, faisant porter la durée du marché de 30 mois à 36 mois à compter de sa date de notification, sans incidence financière directe sur les montants de l'accord-cadre.

Article 3 : La dépense sera imputée au budget annexe 2026, chapitre 23.

Article 3 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la région Ile-de-France ;
- Monsieur le Trésorier.

Par ailleurs, notification en est faite au prestataire.

Fait à Paris, le **22 OCT. 2026**

Pour le Président et par délégation,

La directrice générale des services par intérim
Nathalie VAN SCHOOR



Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de la présente décision et informe que celle-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte.